

FINANCE, DEMOCRATIE ET SOUVERAINETE Pour la prise de contrôle par les autorités publiques de la monnaie et du crédit !

Nous avons tous intérêt à la prise de contrôle par les autorités publiques de la monnaie et du crédit !

Un constat s'impose de plus en plus dans ce pays. La désindustrialisation atteint le seuil de sa liquidation. Cette liquidation de l'industrie entraîne avec elle tous les acquis sociaux et de civilisation accumulés dans les pays dits «développés». La dérégulation/déréglementation assure à la finance une domination quasi totale sur nos sociétés.

Les résistances actives à toutes les contre-réformes ne peuvent aujourd'hui aboutir durablement sans la remise en cause de cette domination de la finance. Celle-ci s'exerce quotidiennement par le contrôle de la monnaie et du crédit.

De ce constat incontestable en découle que la prise du contrôle des banques & assurances nécessite le contrôle par les autorités publiques de la régulation/réglementation, fonctionnant en toute démocratie à l'intérieur des frontières nationales.

On peut aussi affirmer que les besoins fondamentaux- produits agricoles sains, agriculture assurant la protection de l'environnement et l'enrichissement des sols - ne peuvent être satisfaits sans cette même remise en cause de la domination de la finance.

Ajoutons que la reprise du contrôle de la monnaie et du crédit par les autorités publiques du pays est source de paix. En effet une des conséquences de la course à la rentabilité des capitaux privés est de garantir celle-ci par la conquête de parts des marchés dans tous les pays. Dans le système capitaliste, la guerre, nous le savons, est le prolongement de l'agressivité et de l'avidité sans limite des marchés financiers.

La gravité des enjeux et l'urgence de porter un coup d'arrêt à cette offensive amène à la proposition d'une campagne nationale pour la mise en place d'un service public de la monnaie et du crédit intégrant sous son contrôle la totalité du réseau des banques & assurances, avec dépôt d'un projet de loi.

Vague après vague, depuis le début des années 70, puis de plus en plus vite dans les années 80, branche par branche, les activités industrielles dans ce pays disparaissent les unes après les autres par restructurations, licenciements et délocalisations.

Chaque branche est frappée par le même diagnostic porté par les marchés financiers : Un niveau de marge et de rentabilité des capitaux investis jugés insuffisants par ces mêmes détenteurs de capitaux. Les exigences de la finance sont ouvertement mises en avant et les gouvernements successifs ont accepté que la satisfaction de ces exigences deviennent la priorité de leur politique.

Chaque recul social est « justifié » par les nécessités de baisser les coûts et en premier lieu, baisser le coût du travail. Aucune de ces concessions n'a arrêté le processus de destruction de l'industrie. Dans la plupart des entreprises frappées par des restructurations depuis 40 ans les personnels se sont mobilisés, souvent dans l'unité des syndicats et toujours soutenus par la population. A chaque conflit, des améliorations sociales du plan de restructuration ont été arrachées. Mais dans aucune entreprise la mobilisation n'a permis d'arrêter cette gigantesque spirale destructrice d'emplois. Ni l'action syndicale, ni l'action politique n'ont permis de bloquer cette désindustrialisation, tout comme ces dernières années, nos retraites, le code du travail et nos conventions collectives sont sévèrement remises en cause .

FINANCE, DEMOCRATIE ET SOUVERAINETE

Pour la prise de contrôle par les autorités publiques de la monnaie et du crédit !

Pourquoi ? : Parce-que personne dans les institutions traditionnelles ni dans le mouvement ouvrier n'a osé à ce jour s'attaquer à la racine de cette situation : l'emprise de plus en plus grande de la finance sur le pays et la soumission du pays et de ses institutions aux détenteurs des capitaux appelés marchés financiers. Chaque concession faite à la finance est immédiatement suivi par de nouvelles exigences. Ainsi, année après année, les limites sont repoussées. Les emplois, les acquis sociaux, le modèle social français et toute notre industrie disparaissent broyés par la spirale destructrice de la finance.

Comment a-t-on pu en arriver là ?

A l'échelle internationale et notamment dans les pays les plus « développés », de puissantes structures transnationales se sont mises en place telles les sociétés transnationales (STN, appelées aussi multinationales) et par des traités internationaux, ont été imposés des organismes transnationaux échappant au contrôle des peuples et des nations concernés. Les partis institutionnels ont non seulement mis en œuvre les politiques dictées par Bruxelles, mais en plus ils l'ont fait en contradiction totale avec l'expression populaire qui en 2005, a donné majoritaire le NON à l'Europe. Il ne faut pas voir ailleurs l'origine de la crise de ces partis. Leur obstination à s'opposer aux besoins et aux aspirations de tous les a entraîné dans la dislocation et certain dans la disparition. Notons que le groupement, France Insoumise, qui est le seul à avoir mise en cause la responsabilité de la finance dans la situation actuelle est aussi le seul à réaliser une percée électorale.

Un déni de démocratie

Simultanément les représentations politiques nationales dans ces pays ont accepté que les prérogatives régaliennes des États de leurs pays soient transférées à ces instances : Battre la monnaie, contrôler le mouvement des capitaux, taxes douanières, émissions de prêts aux particuliers et aux entreprises, aucun aspect de la politique monétaire n'est plus du ressort des pays de l'Union Européenne. Le traité de Rome en 1957, les traités de Maastricht et suivants ont organisé le transfert de tous les leviers de la conduite de la politique économique des nations signataires à la finance privée.

Les seules limites aux exigences de la finance seront celles que les peuples imposeront par la démocratie. La course à la marge exacerbe la concurrence entre les pays à bas coût et les autres et au sein de chaque pays entre les travailleurs eux-mêmes. Les traités européens et le passage à la monnaie unique ont imposé, au nom de la *concurrence libre et non faussée*, l'ouverture totale des marchés, interdisant toute politique monétaire nationale de protection du marché intérieur. Ce faisant, le coût du travail (salaires+acquis sociaux) apparaît comme le principal obstacle à l'amélioration de la productivité dans ces pays industrialisés. En générant les politiques exigées par les marchés financiers, dans toute l'Europe, les gouvernements de ces pays créent eux-mêmes les conditions d'explosions sociales répétées et du rejet des partis porteurs de ces politiques. Mais, conjointement, l'austérité, la précarité et la pauvreté participent de l'émergence du terreau favorable au développement d'organisations d'extrême droite.

Un pays peut-il avoir une économie développée sans l'intervention des marchés

FINANCE, DEMOCRATIE ET SOUVERAINETE
Pour la prise de contrôle par les autorités publiques de la monnaie et du crédit !

financiers ? Oui !

A quelles conditions ? Le principal agent économique est la monnaie. Elle permet les échanges commerciaux entre tous les producteurs, les consommateurs à l'intérieur du pays et sur le marché mondial, ainsi que l'accumulation du capital et des fortunes. Aujourd'hui la monnaie, ses moyens de circulation, son stockage, l'investissement sont entre les mains du privé. Il est clair que la condition première d'une politique économique conforme aux besoins du plus grand nombre nécessite que la monnaie soient retirée de ces mains privées. Nous en sommes arrivés à un point où la finance peut prétendre s'être imposée, par la mondialisation, notamment depuis la décision nord-américaine en 1971 de la non convertibilité du dollar en or. Oui, les dégâts causés par cette offensive de la finance sont déjà immenses! Oui, les STN ont réussi à imposer que priorité soit donnée à leurs exigences sur la satisfaction des besoins fondamentaux des population.

- Aucune limite à la circulation des capitaux et au rapatriement des profits.
- Baisse considérable du coût du travail
- Coût du transport et des transmissions dérisoires, plaçant l'ouvrier ou le cadre chinois en concurrence directe d'avec leurs homologues européens.

En conséquence, non seulement les besoins fondamentaux de la population, à savoir - Se nourrir sainement – se loger – se vêtir – s'instruire- se soigner sont sacrifiés, mais toute demande de maintien ou d'amélioration, se heurte désormais à un refus catégorique et systématique. Les racines de cette situation sont connues. Elles résident dans la finance privée qui aujourd'hui exerce sa domination dans tous les secteurs de la société.

Répetons le, la finance privée possède non seulement les entreprises, petites, grandes et multinationales, mais elle a entre les mains tous les leviers de l'économie qui lui permettent de l'utiliser à ses propres fins. Elle possède donc la faculté de créer la monnaie et de la faire circuler sans partage. Ainsi, elle a développé à des hauteurs inconnues la spéculation dans tous les domaines, du blé à l'acier, en passant par l'immobilier, et même sur la monnaie elle-même. Aux laissés pour compte du développement viennent s'ajouter à flots constants, des dizaines de chômeurs et sans abris.

Elle ne s'en présente pas moins frauduleusement comme le seul investisseur incontournable sur la planète, parce qu'elle a exercé son emprise sur les États. Ceci ne serait pas possible, sans la complicité des partis institutionnels qui ont permis de masquer la dictature du capital grâce aux traités européens dont le parlementarisme a offert un camouflage pseudo démocratique.

Dans cette situation exceptionnelle où nombreux se posent la question «*comment briser le pouvoir de la finance* » , nous disons : Dans notre économie monétaire développée, dans laquelle toutes les garanties juridiques sont données au prêteur de recouvrer son prêt, l'épargne n'est pas nécessaire au financement des achats ou des investissements, ni pour une entreprise, ni pour une personne.

Nous pouvons donc nous passer de la soi-disant "offre" des marchés financiers selon lesquels il n'y aurait aucune possibilité de faire fonctionner l'économie sans eux. Le crédit, qui représente au moins 90% de la création monétaire est le privilège des banques privées. Elles ont une capacité incontrôlable d'émission de crédits ; Cette

FINANCE, DEMOCRATIE ET SOUVERAINETE
Pour la prise de contrôle par les autorités publiques de la monnaie et du crédit !

capacité est utilisée à des fins privées, contradictoires à l'intérêt public.

La création monétaire doit être maîtrisée et sans cesse ajustée aux besoins en investissements de l'agriculture, de l'industrie et des services et à la nécessité de satisfaire les besoins fondamentaux de l'ensemble de la population. Et en particulier d'ouvrir le droit à un emploi pour tous. Cette configuration, confère à la monnaie un rôle de service public. La mise en place d'un tel service public maîtrisant la totalité de la création monétaire et de ses mouvements est la condition sine qua non du règlement des questions politiques et sociales de notre pays.

Cette proposition doit constituer le point n°1 et le point commun à tous.

Nous soumettons celle-ci à la discussion de tous les groupements, locaux ou nationaux, engagés dans l'organisation de la résistance active et de la mobilisation massive des travailleurs en défense des acquis sociaux et des revendications pour vaincre l'oligarchie financière.

La démocratie, un enjeu central : la discussion doit s'ouvrir sur "comment les missions de ce service public seront définies, mises en œuvre et pérennisées."

Nous ne savons que trop, comment les nationalisations réalisées à la Libération et après le 10 mai 1981 ont été torpillées et les augmentations salariales réduites à néant par les refus des gouvernements de prendre entre leurs mains la finance !

Le poison qui contamine les appareils syndicaux et les amènent à accepter l'inacceptable réside dans la justification suivante « *Nous ne pouvons qu'éviter le pire. En face les capitalistes sont plus forts* » De porteurs des revendications ils deviennent interlocuteurs des gouvernements au regard des exigences des capitalistes. Ils abandonnent leur mandat et ils décident tout seul ce qui est bon et ce qui n'est pas bon pour les travailleurs et les peuples en leur lieu et place. Quand aux partis traditionnels , leur crise n'a fait que s'amplifier, tant ils ont définitivement scellé leur sort à celui de la finance.

Cette exigence est par nature commune à tout le mouvement ouvrier et d'émancipation, que les organisations soient syndicales ou politiques. Encore une fois, cette exigence est une condition absolument nécessaire pour porter un coup d'arrêt décisif à l'offensive capitaliste, sauvegarder droits, acquis et libertés et garantir la démocratie.

FINANCE, DEMOCRATIE ET SOUVERAINETE
Pour la prise de contrôle par les autorités publiques de la monnaie et du
crédit !